

La diversification est l'un des nombreux effets de la volatilité des prix du pétrole sur les pays producteurs en Afrique et au Moyen Orient

Etude sur l'impact de la volatilité des prix du pétrole au Moyen-Orient et en Afrique

Paris, le 11 mars 2021 – L'impact de la pandémie de COVID-19 sur la croissance du PIB mondial et le volume des échanges commerciaux mondiaux a provoqué une forte baisse des prix du pétrole au printemps de 2020. Cette chute des prix, même passagère, a atteint différemment les exportateurs de pétrole du Moyen-Orient et de l'Afrique, selon la dépendance de leur économie au pétrole, leur solidité budgétaire et le niveau de leurs réserves internationales. Même si le groupe Coface prévoit que les prix du pétrole devraient être en moyenne de 60 USD par baril en 2021, leur volatilité demeurera une difficulté pour les pays producteurs. De plus, la situation budgétaire de ces pays a été durablement détériorée. Dans ce contexte, la diversification économique - en particulier vers les sources d'énergie renouvelables - est devenue un enjeu encore plus important.

- Après être passé sous la barre des 15 dollars à la mi-avril 2020, le prix du Brent est remonté, pour atteindre 41,7 dollars en moyenne pour l'année 2020, contre 64,3 dollars en 2019. En 2021, il devrait être de USD 60 en moyenne en 2021.
- Des pays comme Oman, l'Iran, l'Angola, le Congo et la Guinée équatoriale ont un degré de dépendance pétrolière très élevé en termes de PIB.
- Le Moyen-Orient possède près de la moitié des réserves pétrolières mondiales connues et 65 % de celles de l'OPEP. Malgré la mise en œuvre de programmes de diversification, la plupart des pays du Moyen-Orient restent dépendants des recettes pétrolières en termes d'exportations, de recettes fiscales et de PIB. Malgré un redressement des cours pétroliers en 2021, les comptes publics de ces pays resteront déficitaires en 2021, alors que le poids de leur endettement par rapport à leur PIB sera plus élevé.
- Dans la région du Golfe, les revenus des hydrocarbures représentent entre 50 et 80 % des recettes fiscales totales, et entre 20 et 90 % des exportations totales. Entre 20 et 50 % du produit national dépend encore du secteur des hydrocarbures.
- Si quelques pays se distinguent, l'Afrique pèse peu dans l'industrie mondiale du pétrole et du gaz. Elle représente, respectivement, 7,2 % et 7,5 % des réserves mondiales connues de pétrole et de gaz, 8,9 % et 6 % de la production, 10,2 % et 9,1 % des exportations, et 4,2 % et 3,8 % de la consommation.
- 75 % du pétrole produit en Afrique est exporté sous forme brute et une large part du besoin en produits raffinés est couvert par l'importation, si bien que tous les pays sauf quatre -Algérie, Côte d'Ivoire, Congo et Niger- sont des importateurs nets de produits pétroliers.
- Alors que vingt pays africains produisent pétrole et gaz, cinq d'entre eux représentent plus de 80 % de la production continentale : Algérie, Angola, Nigeria, Égypte et Libye (sa production et ses exportations ont été suspendues pendant la majeure partie de l'année 2020).
- Le différentiel de croissance entre 2019 et 2020 sera important dans les pays africains où le pétrole et le gaz jouent un rôle majeur dans l'économie, comme l'Algérie (95% des exportations, 52% des recettes publiques et 25% du PIB), le Tchad (59%, 30% et 13%, respectivement) et le Nigeria (90%, 55% et 8%).

- **De multiples projets d'investissement dans les hydrocarbures ont été repoussés**, tandis que la réalisation d'autres a pris du retard. Cependant, en général, ils ne sont pas remis en cause, notamment dans le gaz, considéré comme une étape vers l'énergie renouvelable.
- **Les énergies renouvelables** représentent pour certains pays **une source importante de diversification** (Émirats arabes unis, Arabie saoudite), aux côtés du tourisme, de la finance, des transports et de la construction (Qatar, Émirats arabes unis), de l'agriculture, de la sylviculture et d'autres activités extractives (Cameroun, Tchad, Congo, Gabon).
- Les **investisseurs étrangers** dans les énergies traditionnelles ou renouvelables, ou en dehors, seront **sensibles à la qualité de l'environnement des affaires**, problématique dans plusieurs pays.

L'étude complète est disponible [ICI](#).

CONTACT PRESSE

Service de Presse

Amelie Rivenet +33 7 64 44 65 83 – amelie.rivenet@coface.com

Rumeur Publique

Taline Sarkissian +33 06 13 36 70 23 - taline.sarkissian@rumeurpublique.fr

Coface: for trade

Avec plus de 70 ans d'expérience et le plus vaste réseau international, Coface est un leader dans l'assurance-crédit et les services spécialisés adjacents : l'Affacturage, le Recouvrement, l'Assurance Single Risk, la Caution et les services d'Information. Les experts de Coface opèrent au cœur de l'économie mondiale, aidant ~50 000 clients à construire des entreprises performantes, dynamiques et en croissance. Coface accompagne les entreprises dans leurs décisions de crédit. Les services et solutions du Groupe renforcent leur capacité à vendre en les protégeant contre les risques d'impayés sur leurs marchés domestiques et à l'export. En 2019, Coface comptait ~4 250 collaborateurs et a enregistré un chiffre d'affaires de €1,5 Mds.

www.coface.com

COFACE SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

